

L'Adresse—M. Macquarrie

whips, qui lui ont donné de mon temps et lui ont permis de poursuivre. Je suis moi aussi un homme d'une grande générosité et je ne me plains pas. Je n'ai pu réagir au discours du ministre qu'en me reportant au discours du trône pour trouver quelque chose d'un peu précis. Je me suis aperçu qu'au lieu de nous dire en détail ce qui se passerait, ce que les Canadiens démunis pouvaient espérer du gouvernement, le ministre a donné communication d'une déclaration de principes rédigée avant le discours du trône. Comme tous les autres députés, je crois, je suis maintenant plus éloigné de savoir quels sont les projets du gouvernement dans ce domaine important que le jour où nous avons entendu Son Excellence lire le discours. Je ne sais trop comment, les priorités ont été renversées.

Une voix: Il n'a peut-être pas lu le bon discours.

M. Macquarrie: Peut-être.

Les députés s'ignorent pas qu'on m'a confié une responsabilité spéciale dans ce vaste et important domaine de la santé nationale et du bien-être social, et j'entends m'en acquitter de mon mieux, même si, malgré les miracles de la publicité, je ne crois pas pouvoir passer pour un athlète et gagner ainsi la sympathie des jeunes. Je puis quand même dire que j'ai cessé de fumer bien avant d'avoir entendu parler de Judy LaMarsh.

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: C'est peut-être une des qualités qui me valent mon rang éminent, en ce sens que je viens à la suite de l'éminent ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde). Je lisais dans la *Gazette* de Montréal de ce matin à quel degré d'éminence il est arrivé. Il paraît qu'il est l'architecte d'une nouvelle politique sociale. Il est clair que c'est un homme d'une grande importance. Que dit-on du ministre des Communications (M. Pelletier)? On n'en entend plus parler. Le ministre des Transports (M. Marchand) n'est plus essentiel, nous dit-on, politiquement parlant, je suppose. Quant à l'ancien solliciteur général (M. Goyer), il n'a pas échappé au remaniement. Il m'est donc donné de suivre un des géants de la nouvelle administration. Cela fait réfléchir.

Je croyais qu'il nous parlerait des Jeux olympiques. On se demande quel ministre est chargé de cet important travail. Je croyais qu'il nous dirait ce qu'il est advenu de la Commission LeDain, qui a tellement captivé notre attention durant la législature précédente. Je veux savoir surtout ce qu'on réserve à nos vieillards pensionnés. J'ai eu la terrible impression durant son discours, que les consultations et les études vont être le partage des pauvres et des déshérités du pays. Peut-être même les appellera-t-on commissions royales sous la nouvelle administration. Cet adjectif est acceptable maintenant. Je ne sais trop ce qui va arriver. Le Livre blanc de 1970 a-t-il été mis de côté pour tout de bon? N'y a-t-il aucune initiative fédérale en vue? Quelles mesures le gouvernement va-t-il prendre quant aux domaines du programme de bien-être social qui sont uniquement de son ressort? Que va-t-il faire au sujet de la sécurité de la vieillesse? Je me souviens que la prestation en a été élevée de 42 cents par mois il n'y a pas si longtemps. Le nouvel esprit de bienveillance va-t-il doubler cette majoration? Ce paiement supplémentaire atteindra-t-il le montant de \$6 auquel la munificence libérale nous a déjà habitués? Je crains que plusieurs soient impressionnés par le style littéraire du ministre, par la structure de son discours, mais si les nécessiteux attendaient quelque soulagement, ils n'en trouveront pas dans tout ce qu'il a dit.

[M. Macquarrie.]

Je veux être aussi positif que possible. J'espère que le gouvernement a finalement abandonné sa vieille politique de confrontation avec les provinces. Il y en a déjà trop eu. La conférence provinciale-fédérale était un véritable champ de bataille où l'on gagnait ses galons en brusquant les provinces. Sans doute, tout ce domaine du bien-être social appelle une énorme participation de la part des provinces parce que nos ancêtres, dans leur sagesse, ont en 1867 donné aux provinces la compétence dans ce domaine, mais non dans celui des impôts. Aussi, la bataille dure-t-elle encore. Il faut dialoguer sérieusement avec les provinces. Le chef de mon parti, et bien d'autres, l'ont répété à maintes reprises. Même s'il devait s'agir d'une conversion tardive et même si le nouveau converti restait peu longtemps au pouvoir, il en résulterait un bien appréciable. J'ai remarqué avec une certaine inquiétude qu'on répétait souvent les mots «plus ample étude, plus ample examen». J'en ai pris note. Certaines études doivent commencer en avril. Pourquoi? Quand allons-nous commencer à profiter des avantages? Le discours du ministre n'était sûrement pas un manifeste, du point de vue de l'action. Je crains fort que ce soit une ruse pour différer cette action. Le gouvernement veut gagner du temps. Ils sont nombreux ceux qui veulent aujourd'hui gagner du temps.

Il est intéressant de noter que ces gens qui sont si intéressés à rester au pouvoir sont si lents à présenter les lois qui indiquent dans quelle voie ils s'engagent.

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: L'automne dernier; il a été déclaré que le pays ne saurait être privé des services des gens d'en face. On pourrait penser que la logique, un mot que le ministre a beaucoup employé dans son discours, pousserait le gouvernement à agir, à présenter une pléthore de lois et à nous dire ce qu'il a l'intention de faire au cours de son mandat. Et pourtant, monsieur l'Orateur, il n'y a aucune indication que le gouvernement ait l'intention d'agir, qu'il soit composé d'un groupe de personnes qui se rendent enfin compte des inégalités qui existent chez nous, qui sont résolues à prendre des mesures pour les aplanir et déterminées à montrer un peu de compassion pour les centaines de milliers de Canadiens qui tirent le diable par la queue.

Il y a des gens dans la région atlantique, à vrai dire dans toutes les régions du Canada, qui ne peuvent simplement pas faire face aux dures réalités économiques. Obtiendront-ils des prestations accrues? Nous ignorons si le gouvernement aidera ces gens. Je n'en sais toujours rien et eux non plus. Des dispositions seront-elles prises au sujet de la pension de sécurité de la vieillesse? Feron-nous enfin quelque chose dans ce domaine? Je sais que cela ne relève pas du ministre; cependant la question devrait le préoccuper. Feron-nous quelque chose pour nos anciens combattants? Nous enterrons de vaillants soldats qui sont morts sans avoir touché la pension qu'ils méritaient...

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: ... à cause d'une bureaucratie encombrante, inefficace, insouciant et stupide. J'espère que des mesures seront enfin prises à l'échelon ministériel, en vue d'examiner les revendications de ces hommes et de les rétribuer selon leurs justes mérites. C'est tout simplement criminel. Je suis certain qu'il n'y a pas un député de cette Chambre à n'avoir pas eu cette expérience avec ses mandants, tout particulièrement les courageux anciens de la